

La polarisation des revenus au Canada : comparaison avec d'autres pays et entre quatre régions métropolitaines

J. David Hulchanski, Ph. D

Professeur, Faculté de service social Factor-Inwentash, Université de Toronto

Robert A. Murdie, Ph. D

Professeur émérite, Géographie, Université York

Mémoire présenté le 5 avril 2013 au Comité permanent des finances de la
Chambre des communes dans le cadre de son étude sur l'inégalité des
revenus au Canada

L'*inégalité* des revenus et de la richesse — qui se creuse — est une tendance socio-économique marquée qui préoccupe de plus en plus de nombreux pays occidentaux. La *polarisation* salariale et sociale qui en découle est un enjeu connexe, mais différent, qui se traduit par une concentration de population forte aux antipodes de l'échelle des revenus et faible au milieu, un phénomène qu'on appelle souvent la « disparition de la classe moyenne ». La polarisation des revenus s'est amplifiée considérablement au cours des vingt dernières années, surtout dans la plupart des grandes régions métropolitaines canadiennes.

Il y a toujours eu des *inégalités* dans les revenus et la richesse, mais la *polarisation* économique, sociale et spatiale demeurait plutôt stable tant que la structure salariale du marché du travail et les politiques gouvernementales du Canada créaient une classe moyenne assez importante, comme c'était le cas jusque dans les années 1990. Puisque ce temps est révolu, il faut évaluer la situation de toute urgence. Tout comme l'inégalité des revenus, la polarisation des revenus n'est pas inéluctable. Le phénomène ne se manifeste pas au même rythme dans tous les pays occidentaux comparables, et les grandes nations urbanisées peuvent même observer des différences régionales à cet égard.

Toute aggravation considérable de l'inégalité et de la polarisation sur le plan économique empêche certains groupes, collectivités et quartiers de profiter des avantages habituels qu'offre la vie urbaine. L'inégalité et la polarisation

économiques provoquent des exclusions sociales et spatiales qui empêchent en contrepartie certains groupes de participer à la plupart des activités économiques, politiques, sociales et culturelles normales de la vie courante. La division est à la fois spatiale et sociale. Par conséquent, le Canada compte davantage de quartiers huppés, et encore plus de quartiers pauvres, souvent défavorisés.

Nous sommes des chercheurs associés d'une étude nationale majeure, subventionnée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, qui porte sur les répercussions de la polarisation sociale et spatiale croissante sur nos villes. Vous trouverez plus loin deux séries de diagrammes à bandes sur lesquels le comité pourra appuyer ses travaux. Les trois premiers comparent le Canada à des nations occidentales apparentées, tandis que les quatre derniers présentent l'évolution, au cours des 40 dernières années, de la polarisation des revenus dans les quatre principales régions métropolitaines du Canada.

Comparaison avec d'autres pays

Selon le coefficient de Gini, l'écart entre les Canadiens riches et pauvres est un des plus importants parmi les 15 nations occidentales relativement riches présentées à la figure 1. Le coefficient de Gini est la mesure de l'inégalité des revenus la plus utilisée. La comparaison avec d'autres pays démontre également que le Canada prend moins de mesures que la plupart d'entre eux pour lutter contre l'inégalité. La figure 2 montre que le Canada dépense moins que la plupart de ces pays pour satisfaire les besoins sur le plan social, par rapport à son PIB. Aussi, compte tenu des allègements fiscaux et des déductions spéciales des 20 dernières années qui profitent principalement à la classe supérieure et aux grandes entreprises, la capacité fiscale du Canada ne suffit pas à répondre aux besoins sociaux et à combattre l'inégalité et la polarisation des revenus (la figure 3 présente les recettes fiscales totales par rapport au PIB.).

Répartition des revenus dans les régions métropolitaines de Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver entre 1970 et 2010

Les quatre derniers diagrammes donnent un aperçu de l'évolution de la répartition des revenus dans les quatre plus grandes régions métropolitaines de recensement (13 millions de Canadiens; 39 % de la population). Les variations régionales sont attribuables au marché du travail et aux différentes politiques provinciales. Une ventilation plus détaillée (qui est impossible à présenter dans un bref mémoire) met en lumière les tendances de polarisation socioéconomiques et ethnoculturelles particulières de différents secteurs au sein de chaque région métropolitaine. Malgré le regroupement des données, on peut constater dans trois villes sur quatre une diminution de la population de classe moyenne, accompagnée la plupart du temps d'une augmentation du secteur de recensement inférieur. La définition de la classe moyenne est large : des revenus à tout moment 20 % supérieurs ou inférieurs au revenu moyen de la région métropolitaine. La « disparition de la classe moyenne » a été soudaine et relativement rapide à Toronto, Calgary et Vancouver, se traduisant par une perte d'environ 20 % de la population entre 1970 et 2010.

Ces tendances sont attribuables à des facteurs complexes et multidimensionnels. Le principal est probablement le déclin des emplois bien rémunérés de classe moyenne dans le secteur manufacturier, accompagné d'une augmentation des postes de gestion et de professions libérales très bien rémunérés et d'une augmentation des emplois du secteur des services, à l'autre extrémité de l'échelle. Toutefois, le déclin des syndicats qui protègent les emplois, ce qui touche surtout la classe moyenne, et le retrait du gouvernement fédéral de divers programmes d'aide à l'emploi, ce qui touche surtout les chômeurs, constituent des facteurs tout aussi importants. Les conséquences sont graves, surtout pour ceux qui occupent des emplois précaires de l'extrémité inférieure de l'échelle, dont un grand nombre sont de nouveaux immigrants qui ne sont pas encore bien établis au Canada. Mais comme il a été mentionné plus haut, des pays nordiques et d'autres de certains secteurs de l'Europe occidentale ont réussi à

réduire l'inégalité et la polarisation des revenus. Voilà le défi que le Canada doit relever.

Figure 1

Le coefficient de Gini de 15 pays de l'OCDE répartis en trois groupes, à la fin des années 2000

Figure 2

Dépenses publiques brutes sur le plan social (pourcentage du PIB) en 2009

15 pays de l'OCDE répartis en trois groupes

Figure 3

Recettes fiscales totales (pourcentage du PIB) en 2010

15 pays de l'OCDE répartis en trois groupes

Figure 4

Évolution de la répartition des revenus selon les quartiers dans la région métropolitaine de recensement de Montréal, entre 1970 et 2010

Figure 5

Évolution de la répartition des revenus selon les quartiers dans la région métropolitaine de recensement de Toronto, entre 1970 et 2010

Figure 6

Évolution de la répartition des revenus selon les quartiers dans la région métropolitaine de recensement de Calgary, entre 1970 et 2010

Figure 7

Évolution de la répartition des revenus selon les quartiers dans la région métropolitaine de recensement de Vancouver, entre 1970 et 2010